

Europe

LES CITOYENS EUROPÉENS ET L'UNION EUROPÉENNE DANS LE CONTEXTE ACTUEL DE CRISE

Daniel Debomy

17/10/2011

Face à la crise, que pensent les citoyens européens des institutions de l'Union ? Daniel Debomy analyse, grâce à des enquêtes quantitatives et qualitatives d'opinion menées sur le long terme, les attentes des peuples européens à l'égard de l'Union, mais aussi les lignes de fracture qui traversent le continent.

Alors que le thème de la gouvernance économique européenne s'impose progressivement comme une question incontournable pour les dirigeants et ceux qui aspirent à l'être, les opinions des citoyens à cet égard, en cette période de crise, font dès lors l'objet d'un intérêt tout particulier. Daniel Debomy livre ici les points saillants, les lignes de fracture ainsi que les attentes placées dans l'ensemble institutionnel européen, à la suite d'un débat qui a rassemblé, à la Fondation Jean-Jaurès le 27 juin 2011, les dirigeants d'instituts d'études d'opinion de dix-sept pays européens membres du réseau ayant réalisé la majeure partie des études d'opinion pour la Commission européenne depuis près de vingt-cinq ans.

L'analyse menée repose sur deux questions portant d'une part sur le sentiment d'appartenance des citoyens à l'Union européenne, et d'autre part sur le bénéfice ressenti du fait de l'appartenance à l'Union. Le temps long sur lequel ont porté ces études permet de faire ressortir plusieurs périodes dans la satisfaction ressentie par les Européens et de les associer aux aléas de la construction européenne et au développement économique de la zone. On constate également que si les opinions positives à l'égard de l'Union demeurent plus nombreuses que les opinions négatives, elles ont en fin de période atteint des niveaux beaucoup plus bas qu'il y a une vingtaine d'années, même si l'on ne peut encore parler d'un réel effondrement. Concernant l'évolution défavorable de l'opinion depuis la crise, elle a concerné la quasi-totalité des Etats membres, quoique plus ou moins tôt et de manière inégalement forte et régulière. La France semble en outre être particulièrement atteinte et se situe dans le dernier tiers du peloton pour les opinions favorables.

Au vu des données qualitatives, trois aspects principaux sont observables : l'amertume et le ressentiment croissants des pays de la zone euro les plus affectés par la crise ; la résurgence de

préventions envers les pays du Sud de l'Europe chez certains Etats membres dans l'Europe occidentale alors que dans les autres prédominent des attitudes plus passives et distanciées ; la réticence de certains nouveaux Etats membres face aux mécanismes de solidarité, voire une certaine frustration de se voir « imposer » ceux-ci .

Les citoyens sont finalement assez indulgents avec l'Union européenne : on n'assiste pas à une rupture franche dans l'opinion ni à un rejet massif des institutions. La responsabilité de la crise semble largement imputée au système financier et aux banques, voire aux Etats en difficulté dont on critique la gestion publique. Les attentes restent au contraire fortes quant à l'Union européenne, malgré son efficacité relative à gérer les effets de la crise dans la cohésion. Plus inquiétante en revanche reste la manière dont les citoyens semblent appréhender la solidarité au sein de l'Union : avec la mise en cause de l'un des principes majeurs de l'identité de l'Union, les effets à long terme pourraient être durables.